



1 - TENDANCES INTERNATIONALES

Après 6 années de crise, l'économie mondiale repartirait en 2014 ... mais des risques subsistent

Au cours du 2nd semestre 2013, l'activité économique mondiale s'est globalement renforcée. Elle devrait continuer de s'améliorer en 2014 sous l'effet principalement de la reprise des économies avancées -même si cela restera sans doute encore hésitant au sein de la Zone euro-, avant de monter davantage en puissance en 2015.

Ce scénario ne doit toutefois pas faire oublier la persistance de fragilités et d'incertitudes aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents.

Émergents : du mieux en provenance de l'extérieur ... mais probable ralentissement de la demande intérieure

Le "début de rebond" observé depuis quelques mois dans les économies avancées a généré une hausse de la demande adressée aux économies émergentes exportatrices. Toutefois, dans un contexte économique encore incertain, les fruits de cette demande sont restés mesurés, et particulièrement pour les pays exportateurs de matières premières comme la Russie ou le Brésil (les cours des matières 1^{ères} demeurent stables).

Par ailleurs, la transition vers des modèles économiques davantage alimentés par la demande intérieure n'est pas sans embûches. A cet égard, le cas de la Chine est exemplaire. La dette publique et privée y attendrait 218% du PIB en 2013 contre 131% cinq ans plus tôt. En d'autres termes, le surinvestissement guette, tout comme les bulles spéculatives. Face à cette "crise de maturité", le pouvoir cherche à modérer l'évolution du crédit et à relever les taux d'intérêt ... la croissance devrait s'en ressentir en 2014.

Économies avancées : enfin la reprise ?

En raison particulièrement d'un rebond de l'activité industrielle depuis quelques trimestres, les économies avancées semblent aujourd'hui retrouver progressivement le chemin de la croissance.

Outre-Atlantique et outre-Manche, la croissance apparaît dès à présent plus forte et se renforcerait, par ailleurs, plus vivement en 2014 (respectivement +2,8 et +2,4% en prévision). Cette activité plus dynamique s'accompagne cependant de déficits publics toujours conséquents et la question du rééquilibrage des finances publiques y demeure donc centrale.

Dans la Zone euro, qui émerge de 2 ans de récession, la reprise de l'activité serait moins dynamique et plus inégale. L'Italie et l'Espagne retrouveraient une croissance positive, la France rebondirait timidement quand, dans le même temps, l'Allemagne resterait le principal moteur.

Les risques relatifs à la maîtrise des finances publiques n'en sont pas pour autant écartés et la poursuite du rééquilibrage de ces dernières continuerait de peser sur l'activité.

Le très faible niveau d'inflation est également au centre des préoccupations actuelles (effet "mécanique" d'alourdissement de la charge de la dette et risque d'entrer dans une spirale déflationniste).

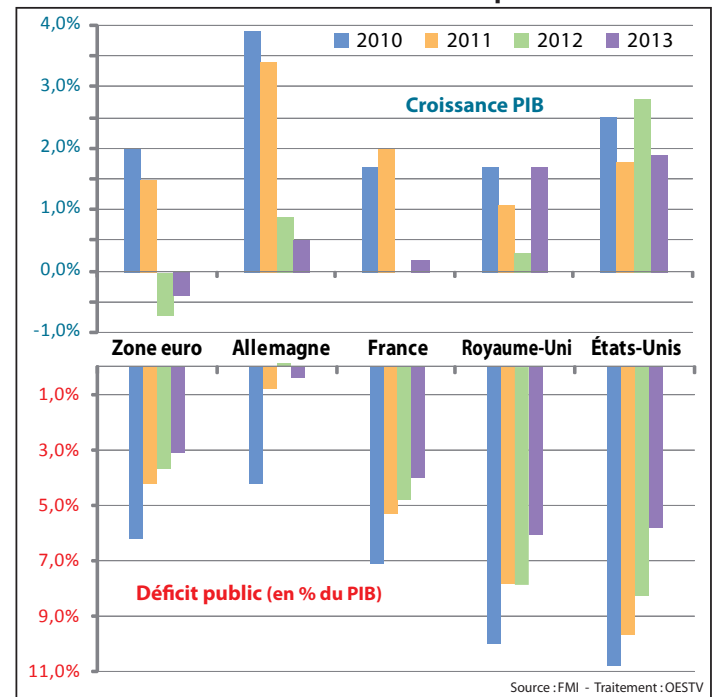
La vigueur de la reprise repose également sur les marges de manœuvre dont disposent les entreprises. A cet égard, la faiblesse du taux de marge des entreprises françaises interroge, voire inquiète, comparé à ceux d'autres pays européens. Les éléments explicatifs des écarts entre pays sont multiples (positionnement qualitatif des productions, fiscalité des entreprises, modèles sociaux,...) et mettent ainsi clairement en lumière la grande hétérogénéité des structures économiques au sein même de la Zone euro.

Croissance du PIB et prévisions

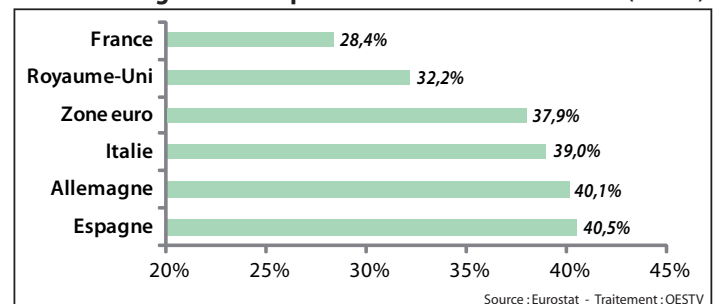
(Source: FMI - janvier 2014)

en %	2012	2013 (p)	2014 (p)
ZONE EURO	-0,7	-0,4	+1,0
France	0,0	+0,2	+0,9
Allemagne	+0,9	+0,5	+1,6
Espagne	-1,6	-1,2	+0,6
Italie	-2,5	-1,8	+0,6
Royaume-Uni	+0,3	+1,7	+2,4
États-Unis	+2,8	+1,9	+2,8
Japon	+1,4	+1,7	+1,7
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,4	+1,3	+2,2
Chine	+7,7	+7,7	+7,5
Inde	+3,2	+4,4	+5,4
Brésil	+1,0	+2,3	+2,3
Russie	+3,4	+1,5	+2,0
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,9	+4,7	+5,1
MONDE	+3,1	+3,0	+3,7

Croissance du PIB et déficit public



Taux de marge des entreprises non financières en 2012 (EBE/VA)



2 - FRANCE

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Economique, Social et Territorial de la Vendée

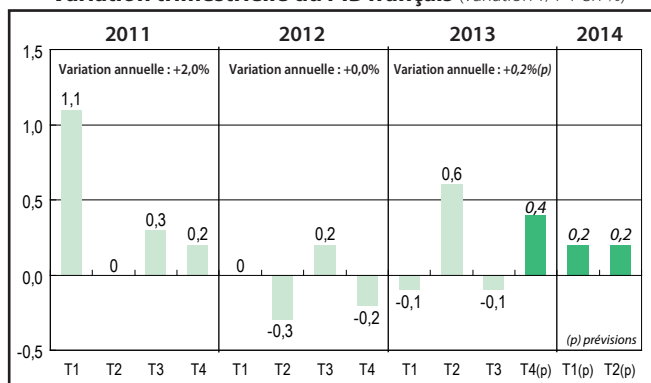
Croissance faible en 2013 ... et vraisemblablement encore au 1^{er} semestre 2014

Après une année 2012 atone, 2013 a prolongé cette tendance avec une croissance très faible. Cela traduit l'état d'une économie toujours convalescente : en récession en début d'année, relancée temporairement par la consommation des ménages au 2^{ème} trimestre (alimentée notamment par des dépenses en énergie en hausse à cause d'un hiver anormalement long), puis de nouveau en repli au 3^{ème} trimestre en raison d'une modération de la consommation, d'un commerce extérieur défaillant et d'investissements encore en repli après un bref répit entrevu au printemps.

Malgré un 4^{ème} trimestre mieux orienté (+0,4%) selon les dernières prévisions de l'Insee, **la croissance du PIB français ne devrait être que très légèrement positive en 2013 (+0,2%)**.

Le retour à une activité plus dynamique ne s'entrevoit désormais au mieux qu'à l'horizon du 2^{ème} semestre 2014 (+1% en prévision pour 2014), et plus vraisemblablement à l'horizon de 2015 (+1,5%).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



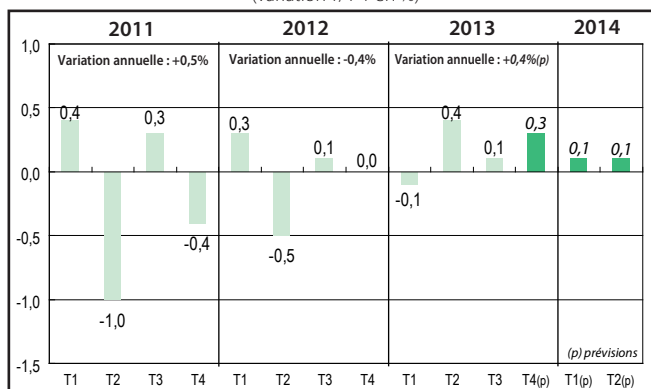
Consommation des ménages : de nouveau quasi atone au 3^{ème} trimestre

Stimulée par les effets d'un hiver particulièrement long au 2^{ème} trimestre, **les dépenses de consommation des ménages ont retrouvé sur les 3 mois suivants (+0,1%), leur rythme d'évolution des périodes antérieures**. Dans le détail, seules les dépenses en énergie se sont très sensiblement repliées sur la période considérée tandis que celles relatives aux produits manufacturés ont continué de progresser pour tous les postes (alimentaire, automobile, équipement du foyer, textile-cuir,...). Selon l'Insee, ces dépenses de consommation se redresseraient un peu en fin d'année (+0,3% au 4^{ème} trimestre).

Au total sur l'année 2013, la consommation des ménages résisterait tout de même en s'établissant en hausse de +0,4%. La faiblesse de l'inflation (+0,9% en moyenne annuelle en 2013) a en effet permis de soulager l'évolution du pouvoir d'achat (par unité de consommation ce dernier s'établirait à -0,1% en 2013 après la baisse historique de -1,5% en 2012).

À l'horizon du 1^{er} semestre 2014, la hausse de la consommation des ménages resterait contrainte, d'une part, par un contexte conjoncturel encore marqué par la fragilité du marché du travail et, d'autre part, en raison d'évolutions salariales qui intégreraient la baisse de l'inflation de 2013.

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



Investissements : pas encore de redémarrage pour les entreprises ... au ralenti pour les ménages

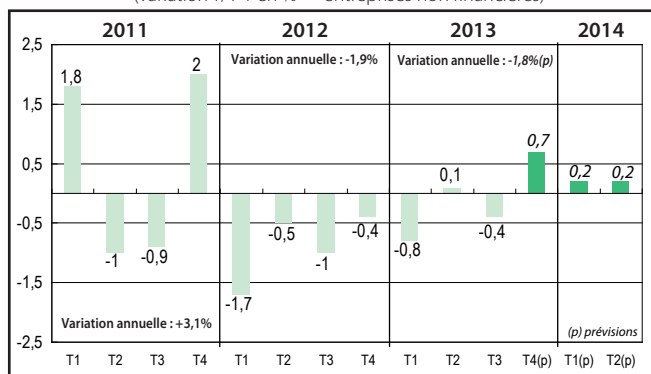
↳ **Les investissements des entreprises (non financières), en repli quasi continu depuis début 2012, se sont de nouveau contractés au 3^{ème} trimestre 2013** en réaction avec le reflux de l'activité.

L'incertitude des perspectives économiques ainsi que le niveau des marges des entreprises (au plus bas depuis 25 ans - EBE/VA à 27,7% au T3 2013 contre 31,7% en 2007) continuent de primer sur des facteurs plus favorables pour l'investissement tels que la faiblesse actuelle des coûts de financement.

La reprise modérée de l'activité dans la zone euro anticipée pour 2014, l'amélioration du climat des affaires perceptible depuis plusieurs mois dans l'industrie, ainsi que l'annonce de nouvelles mesures d'allègement de charges (part familiale), après celles relatives au CICE, pourraient néanmoins conduire à une reprise progressive de l'investissement sur les trimestres à venir.

↳ **L'investissement des ménages**, porté essentiellement par la construction de logements, poursuit son érosion, à un rythme toutefois ralenti, au 3^{ème} trimestre à -0,6%, après avoir reculé de -1,3% au 1^{er} trimestre et de -1,7% au 2nd. **Sur l'ensemble de l'année 2013, l'investissement des ménages reculerait toutefois nettement de -3,8% (après -0,4% en 2012) pesant fortement sur l'activité dans le secteur du logement.**

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



Solde commercial : importations mais aussi exportations en baisse sur 2013

Source : Douanes
Traitement : OESTV

Sur les 11 premiers mois de 2013, notre déficit commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) demeure sensiblement moins important qu'en 2012 en raison d'un contexte de demande et d'activité réduites : il s'établit à -56,7 milliards d'euros (Mds€) contre -62,2 Mds€ un an plus tôt.

Cependant, si sur la période considérée nos importations se sont réduites (-2,6%, soit 456 Mds€ contre 468 Mds€ en 2012), il convient également de souligner que nos exportations se sont également repliées (-1,7% ; soit 399 Mds€ contre 406 Mds€ en 2012).

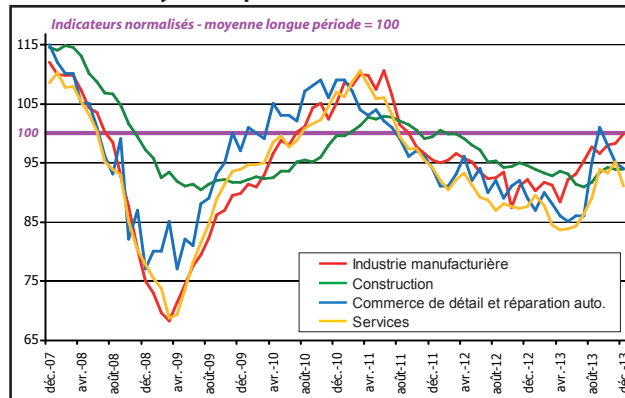
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en décembre par l'Insee, le climat des affaires poursuit son amélioration entamée au printemps. L'indicateur synthétique progresse de 2 points (à 100) comparé au mois précédent et retrouve, pour la première fois depuis septembre 2011, sa moyenne longue période. Même si les carnets de commandes, tant globaux qu'étrangers, sont toujours jugés peu étoffés, le niveau des perspectives générales sur l'activité de l'industrie dans son ensemble reste toutefois assez bien orienté pour le début 2014.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires dans la construction est stable en décembre (à 94), comme depuis plusieurs mois, mais reste toujours assez nettement en dessous de sa moyenne long terme. L'activité, tant passée que prévue, est à peine stable, les carnets de commande toujours jugés inférieurs à la normale, les prix toujours en baisse et les capacités de production sous-utilisées. Dans ces conditions, les perspectives d'emploi sont de nouveau mal orientées.

- **Commerce de détail / automobile** - Après l'embellie observée entre mai et septembre, l'indicateur synthétique du climat des affaires se replie depuis trois mois (mais reste toutefois nettement au-dessus de son point bas de mi-2013) et confirme une conjoncture plus difficile dans le secteur. Si la situation globale du commerce semble devoir s'améliorer quelque peu sur la période à venir, les perspectives sont toutefois contrastées entre le commerce de détail mieux orienté et le secteur du commerce et réparation automobile plus en difficulté.

- **Services** - En décembre, le climat des affaires s'est assez nettement dégradé sur un mois (-4 points à 91) même s'il demeure 7 points au dessus de son point bas d'avril. Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise reviennent à la baisse leurs anticipations d'activité et de demande quand, dans le même temps, les perspectives relatives aux effectifs salariés tendent également à se détériorer.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié : la dégradation s'est poursuivie au 3^{ème} trimestre à un rythme toutefois plus contenu

Après s'être replié de près de 112 300 postes au cours de l'année 2012, l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) a continué son érosion sur les 9 premiers mois de 2013 : perte de 26 900 postes au 1^{er} trimestre, de 37 700 au 2^{ème} et de 15 600 au 3^{ème}.

Sur un an à fin septembre, les secteurs principalement marchands ont supprimé 132 500 postes, soit une évolution de -0,8% de l'effectif salarié global.

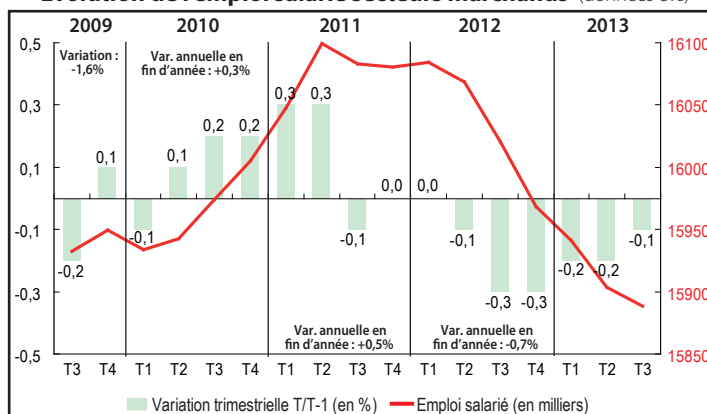
Évolution de l'emploi par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2013 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, 14 600 emplois ont été détruits au cours du 3^{ème} trimestre 2013 (-0,5%), prolongeant ainsi la tendance observée au cours des trimestres précédents (-18 800 postes au 2^{ème} trimestre 2013, -11 700 postes au 1^{er}, -11 500 au 4^{ème} trimestre 2012, ...). A fin septembre 2013, la France compte 3,197 millions de salariés dans l'industrie, soit des effectifs en évolution de -1,7% sur un an (soit -56 600 postes).

- Dans la CONSTRUCTION / BTP, 6 700 postes ont été perdus (-0,5%) sur le 3^{ème} trimestre 2013, soit un rythme proche de celui des trimestres précédents (-4 200 postes au 2^{ème} trimestre, -8 900 au 1^{er}, -7 800 et -5 300 aux 4^{ème} et 3^{ème} trimestres 2012). A fin septembre 2013, la France compte 1,397 million de salariés dans ce secteur d'activité, pour une évolution des effectifs de -1,9% sur un an (soit -27 600 postes).

- Dans le TERTIAIRE MARCHAND, 5 600 emplois ont été créés au cours du 3^{ème} trimestre 2013 rompant ainsi avec 5 trimestres consécutifs de pertes d'emplois (depuis le 1^{er} trimestre 2012). Le léger rebond observé sur ce 3^{ème} trimestre masque toutefois des tendances diverses au sein de cet ensemble : destruction de 8 200 postes dans le commerce/réparation d'automobiles et, inversement, gains de 5 000 postes dans l'intérim et de 8 800 emplois dans les autres activités de services (information et communication, activités financières et d'assurance notamment). A fin septembre 2013, le nombre de salariés dans le tertiaire marchand en France (11,293 millions) s'inscrit toutefois toujours en recul de -0,4% sur un an (soit -48 300 postes).

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



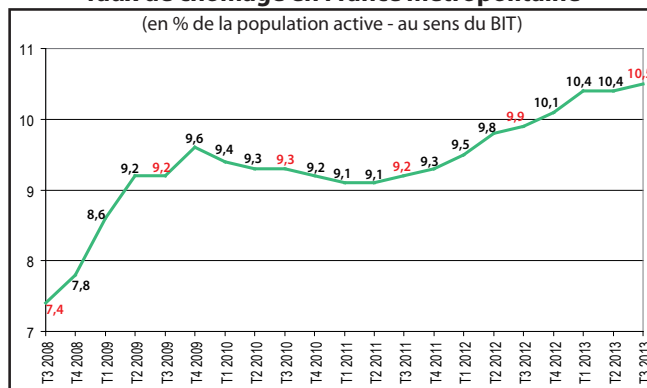
Nouvelle hausse du taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2013 ... comme sur les 8 précédents trimestres

En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2013, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 10,5% de la population active, soit une hausse de 0,1 point comparé au trimestre précédent et de 0,6 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin novembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en France métropolitaine augmente de 0,5% comparé au mois précédent pour s'établir à 3,293 millions de DE. Sur un an, leur nombre a crû de 5,6% ; soit 175 600 DE supplémentaires.

Comparé au début de l'année 2008 (point bas du chômage avant crise), on peut ainsi estimer que le nombre de DE inscrits à Pôle Emploi a progressé de 1,3 million de personnes en France métropolitaine.

Taux de chômage en France métropolitaine

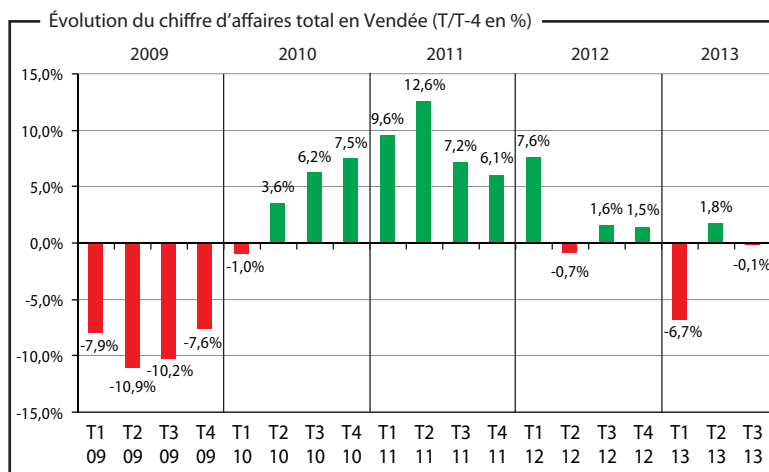


Activité en retrait sur le 3^{ème} trimestre 2013 ... comme en cumul sur les 9 premiers mois de 2013

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 22 122 millions d'euros (M€) sur les 9 premiers mois de 2013 contre 22 498M€ sur la même période de 2012, soit une dégradation de -1,7%.

En termes de rythme de croissance, le CA a fortement reculé au 1^{er} trimestre 2013 (-6,7% comparé au 1^{er} trimestre 2012) puis progressé très légèrement sur le 2^{ème} (+1,8%) avant de stagner au 3^{ème} (-0,1%).

En Région, le CA total des entreprises progresse de +0,9% sur les 9 premiers mois de 2013.

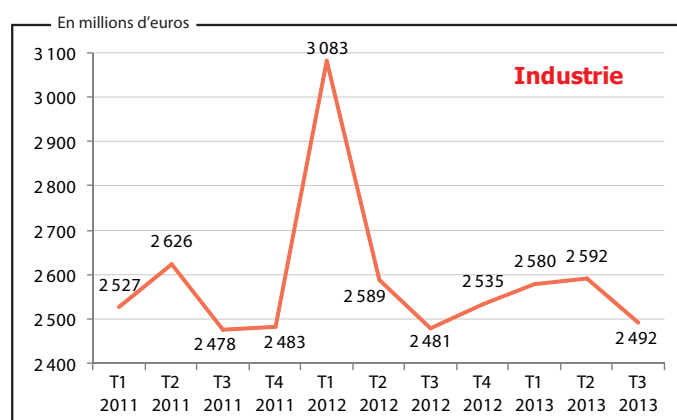


Stabilisation de l'activité dans l'Industrie après la très nette dégradation observée au 1^{er} trimestre

↳ **INDUSTRIE** (34,6% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2013)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie s'est élevé à 7 664 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 8 153 M€ sur la même période de 2012, soit un net repli de -6,0%.

L'activité dans l'industrie s'est très nettement dégradée au 1^{er} trimestre 2013 de -16,3% (comparé au 1^{er} trimestre 2012), avant de se stabiliser aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement +0,1% et +0,4%).

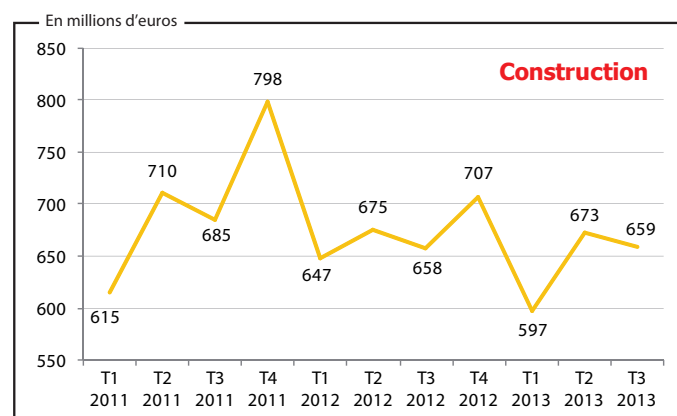


Construction : mêmes rythmes d'évolution que dans l'industrie

↳ **CONSTRUCTION** (8,7% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2013)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 930 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 1 980 M€ sur la même période de 2012, soit un recul de -2,5%.

En termes de rythme de croissance, l'activité a reculé fortement de -7,7% au 1^{er} trimestre 2013 (comparé au 1^{er} trimestre 2012) avant de se stabiliser aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement -0,3% et +0,3%).

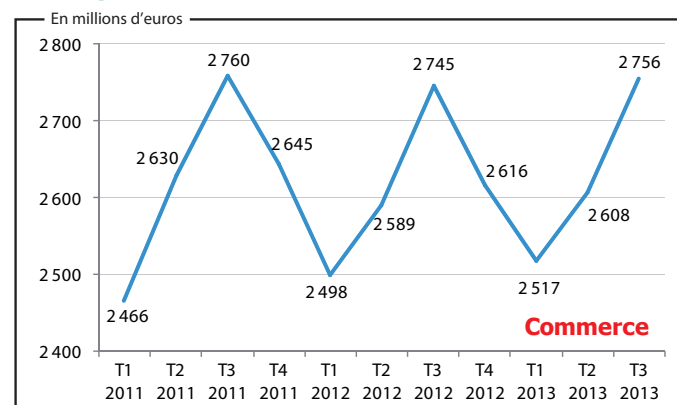


Chiffre d'affaires en très légère hausse sur chacun des 3 premiers trimestres de 2013 dans le commerce

↳ **COMMERCE** (35,6% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2013)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 7 881 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 7 833 M€ sur la même période de 2012, soit une très légère hausse de +0,6%.

En termes de rythme de croissance, l'activité a progressé très faiblement au cours de chacun des 3 premiers trimestres de 2013 (+0,8% au 1^{er} trimestre, +0,7% au 2^{ème} et +0,4% au 3^{ème}) comparé aux mêmes périodes de 2012.

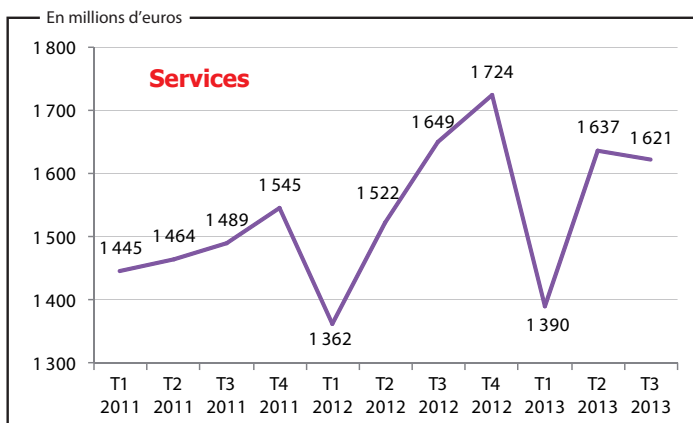


Chiffre d'affaires en hausse dans les services au 1^{er} semestre 2013 ... mais en repli au 3^{ème} trimestre

↳ **SERVICES** (21,0% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2013)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 4 647 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 4 533M€ sur la même période de 2012, **soit une hausse de l'activité de +2,5%**.

Cette dernière a progressé sur les 2 premiers trimestres de 2013 (respectivement +2,0% et +7,6%) **avant de reculer de -1,7% sur le 3^{ème} trimestre** comparé à la même période de 2012.



4 - Conjoncture vendéenne : Investissements* des entreprises

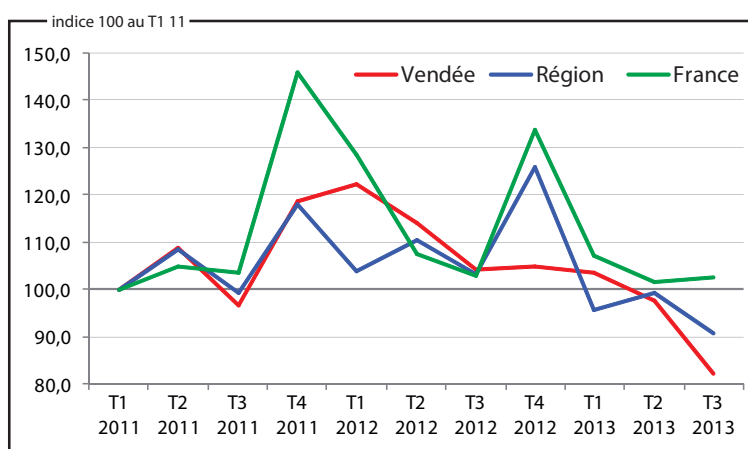
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

Forte érosion des investissements sur les 9 premiers mois de 2013 pour les 4 grands secteurs d'activité (estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 861 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 1 034 M€ sur la même période de 2012, **soit une forte dégradation de -16,7%**.

En termes de rythme d'évolution, les immobilisations se sont nettement repliées sur chacun des 3 premiers trimestres de 2013 comparé aux mêmes périodes de 2012 : **-15,2% au 1^{er}, -14,3% au 2^{ème} et -21,1% au 3^{ème}**.

Comme en Vendée, les investissements en Région et en France ont assez fortement reculé respectivement de **-10,0%** et **-8,2%** sur la période considérée.



Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (32,3% des investissements sur les 9 premiers mois de 2013)

Les entreprises industrielles ont déclaré 278 millions d'euros d'investissements sur les 9 premiers mois de 2013 contre 398 M€ sur la même période de 2012, **soit une baisse extrêmement prononcée de -30,1%**.

Dans le détail, les investissements ont reculé vivement sur les 3 trimestres considérés comparé aux mêmes périodes de 2012 : **-32,2% au 1^{er}, -26,2% au 2^{ème} et -31,3% au 3^{ème}**.

↳ **CONSTRUCTION** (6,8% des investissements sur les 9 premiers mois de 2013)

Les entreprises du secteur de la construction ont investi 59 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 66 M€ sur la même période de 2012, **soit un recul de -11,5%**.

Les investissements ont très fortement diminué au 1^{er} trimestre (-23,9% comparé au 1^{er} trimestre 2012), puis reculé de manière moins vive aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement -6,1% et -2,9%).

↳ **COMMERCE** (14,2% des investissements sur les 9 premiers mois de 2013)

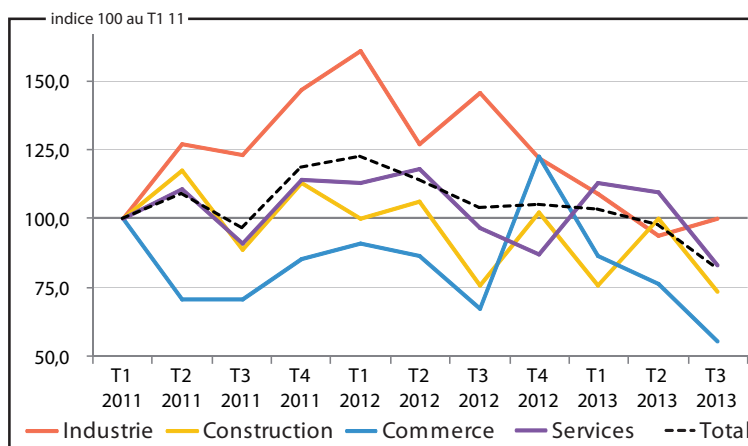
Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 122 millions d'euros d'immobilisations sur les 9 premiers mois de 2013 contre 137M€ sur la même période de 2012, **soit un repli de -10,8%**.

En termes de rythme d'évolution, les investissements se sont dégradés au fil des trimestres sur 2013 : **-5,0% au 1^{er} trimestre 2013** comparé au 1^{er} trimestre 2012, **-11,6% au 2^{ème} trimestre** et **-17,6% au 3^{ème}**.

↳ **SERVICES** (46,8% des investissements sur les 9 premiers mois de 2013)

Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 403 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2013 contre 432 M€ sur la même période de 2012, **soit une baisse de -6,6%**.

Les immobilisations ont été stables au 1^{er} trimestre comparé à la même période de 2012, puis ont nettement reculé sur les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement -7,2% et -13,7%).

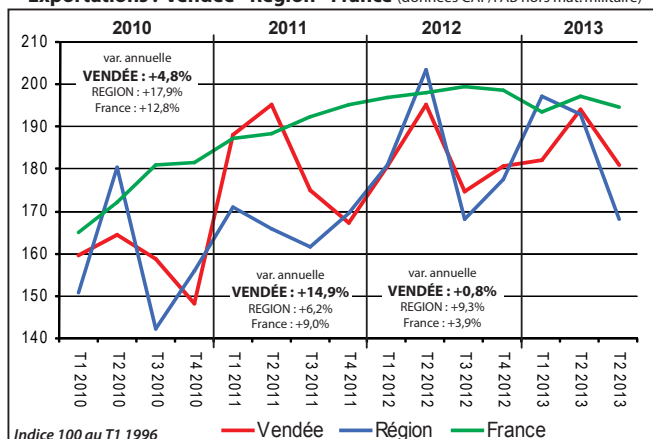


5 - VENDÉE : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

Les exportations vendéennes s'inscrivent en légère progression sur les 9 premiers mois de 2013

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



Au cours des 9 premiers mois de 2013, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 1 496 millions d'€, soit en légère hausse de 1,2% comparé à la même période de 2012 (1 478 millions d'€).

Dans un contexte conjoncturel national et international moins dynamique, ces résultats sont plutôt satisfaisants même s'ils demeurent inférieurs de 12% à ceux observés pour la même période de 2008, meilleure année pour nos exportations avant la crise.

En Région et en France, les montants exportés au cours des 9 premiers mois de 2013 empruntent des tendances inverses : ils progressent de +1,0% comparé à la même période de 2012 dans les Pays de la Loire et se réduisent de -1,5% à l'échelle de l'Hexagone.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au cours des 9 premiers mois de 2013

Pour les 2 principaux postes à l'export - "navires et bateaux" et "viandes et produits à base de viande" -, la tendance sur ces 9 premiers mois est plutôt à la baisse.

Pour la construction navale cela s'inscrit dans une dynamique de fond enclenchée depuis quelques années : moins d'exportations depuis la Vendée en raison d'un marché européen en déclin et d'une stratégie d'implantation d'unités de production proches des marchés émergents ou plus dynamiques.

Pour le second secteur considéré, cela marque plutôt une légère inflexion dans la croissance des flux export générés par ce secteur sur les dernières années.

	9 mois 2013 / 9 mois 2012
Navires et bateaux (16% des exportations en valeur - 9 mois 2013)	-5,5%
Viandes et produits à base de viande (14%)	-3%
Machines et équipements d'usage général (11%)	+9,5%
Articles d'habillement (6%)	-6%
Produits de la culture et de l'élevage (5%)	+5%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (5%)	+9,5%
Produits alimentaires divers (4%)	+39%
Machines agricoles et forestières (4%)	+7,5%
Machines diverses d'usage spécifique (4%)	0
Équipements pour automobiles (3%)	-9%
Matériel électrique (3%)	-19%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	+2%
Produits de la construction automobile (2%)	-2%

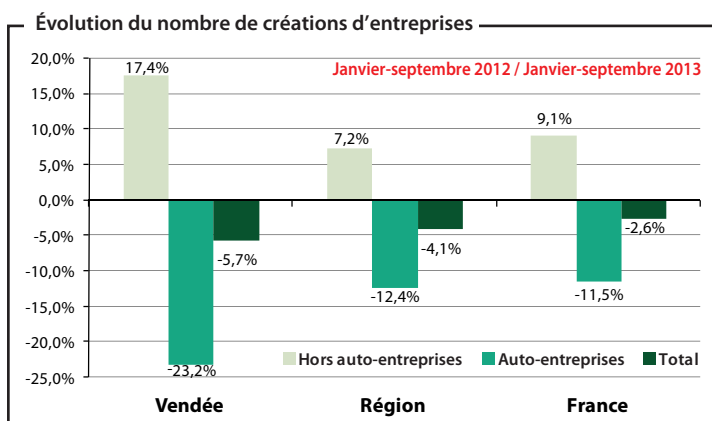
6 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE
 Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Les créations (hors auto-entreprises) continuent de progresser vivement sur le 3^{ème} trimestre 2013

↳ Selon l'Insee, 2 898 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département sur les 9 premiers mois de 2013 contre 3 072 un an plus tôt, soit **un repli de -5,7% imputable exclusivement à une baisse soutenue des créations d'auto-entreprises.**

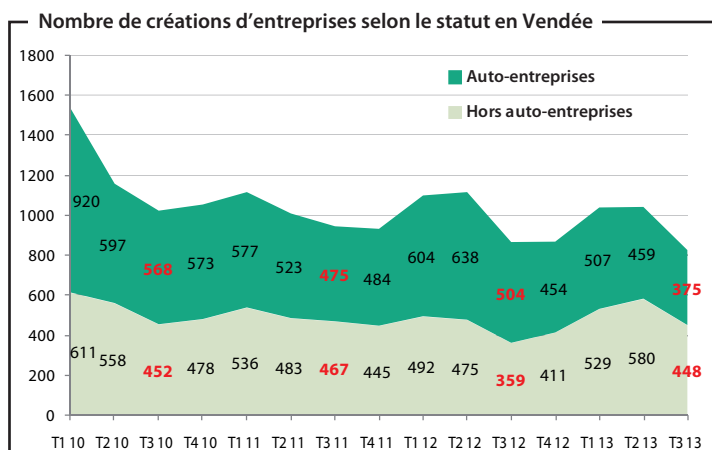
Comme en Vendée, les créations totales sont également en recul aux échelles régionale (-4,1%) et nationale (-2,6%) sur la période considérée.



↳ **Dans le détail, les créations hors auto-entreprises ont progressé fortement sur les 9 premiers mois de 2013 de +17,4% en Vendée : soit 1 557 créations contre 1 326 sur la même période de 2012.**

La Région et la France s'inscrivent dans la même tendance : respectivement +7,2% et +9,1%.

A l'inverse, **les auto-entrepreneurs** reculent fortement sur la période considérée de -23,2% dans notre département, tout comme en Région (-12,4%) et en France (-11,5%). Ces derniers ont représenté 46% des créations totales en Vendée sur les 3 premiers trimestres de 2013 (53% en Région et 52% en France).



7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

Source : BODACC
Traitement : OESTV

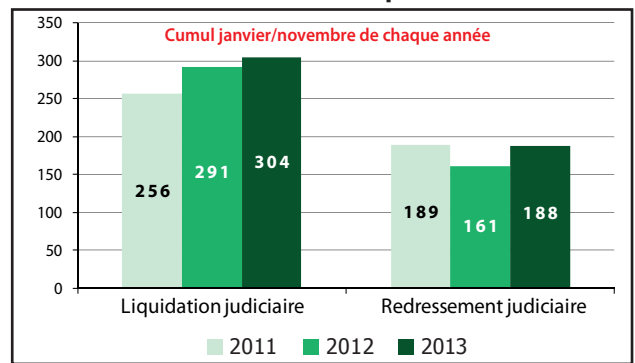
Des défaillances* en repli à partir de juillet 2013

* couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit la liquidation judiciaire (procédures collectives)

↳ Le nombre de défaillances d'entreprises a fortement progressé sur les 11 premiers mois de 2013 : 492 ouvertures de procédures collectives contre 452 sur la même période de 2012, soit +8,8% : +4,5% pour les liquidations et +16,8% pour les redressements.

Cependant, si ces dernières ont très vivement progressé en début d'année (+49,5% au 1^{er} trimestre), puis de manière moins soutenue au 2^{ème} (+12,2%), elles se sont inscrites en recul sur le 3^{ème} trimestre (-16,0%) ainsi que sur la période octobre/novembre (-9,5%).

Redressements et liquidations



8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

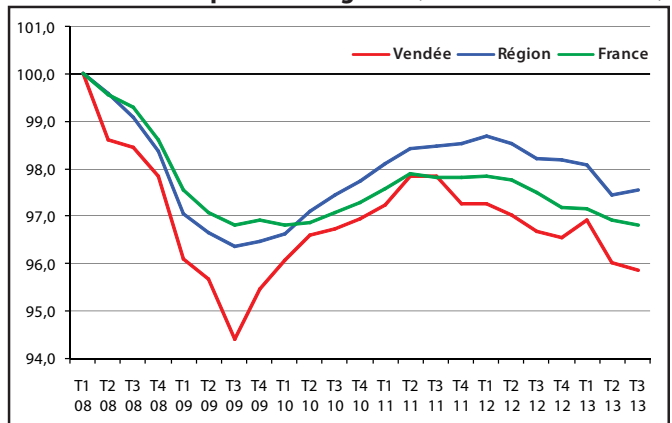
Après un léger mieux observé en début d'année, l'emploi salarié marchand se replie de nouveau depuis

L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) a très légèrement reculé de -0,1% (destruction de 226 emplois) entre juin et septembre 2013, après avoir subi de plus lourdes pertes au 2^{ème} trimestre (-0,9%, soit -1 450 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 155 110 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin septembre 2013 (estimations données cvs), en baisse de -0,8% sur un an (-1 313 postes).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français s'affichent également en repli sur un an à fin septembre 2013 de respectivement -0,7% et -0,8%.

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

↳ À fin septembre 2013, le secteur de l'INDUSTRIE continue de perdre des emplois : -0,1% comparé à juin 2013 (-292 emplois) après -0,5% au 2^{ème} trimestre et -0,2% au 1^{er}.

Selon l'Insee, la Vendée compte 53 751 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin septembre 2013 qui s'inscrivent en retrait de -1,7% sur un an (-920 postes).

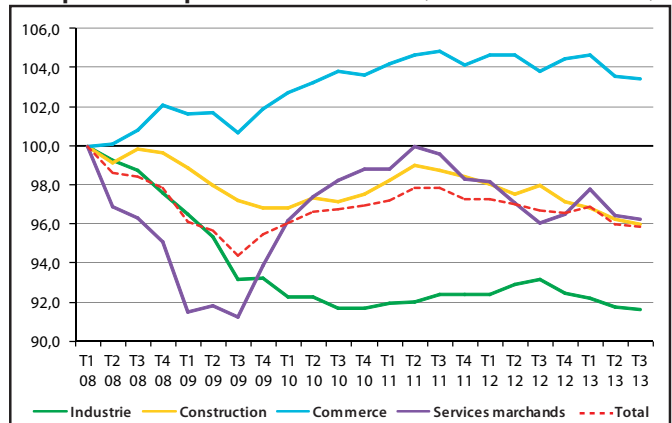
↳ L'emploi dans la CONSTRUCTION s'affiche en recul pour le quatrième trimestre consécutif à fin septembre 2013 (-0,2% comparé à juin, soit -48 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 355 emplois salariés dans la construction à fin septembre 2013 ; ces derniers s'établissant en baisse de -2% sur un an (-400 postes).

↳ Dans le COMMERCE, les effectifs se stabilisent quasiment au 3^{ème} trimestre (-0,1%, soit -37 emplois), suite à la dégradation plus nette observée sur les 3 mois précédents (-1,0%, pour -314 emplois).

Selon l'Insee, 30 631 emplois salariés sont recensés en Vendée dans le commerce à fin septembre 2013 ; ils s'inscrivent en recul de -0,4% sur un an (-110 postes).

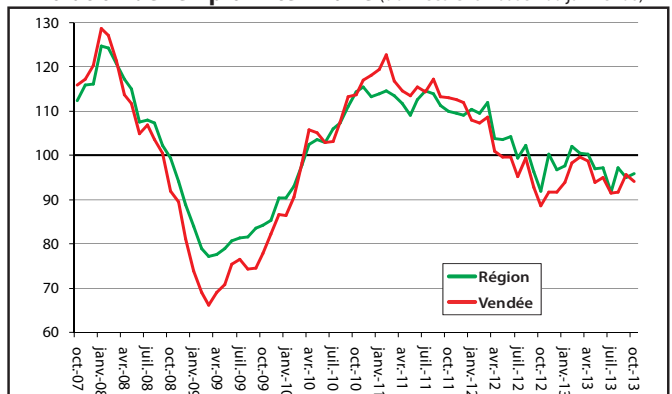
Emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



↳ Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre également une quasi stabilisation de ses effectifs salariés entre juin et septembre (-0,1%, soit -73 emplois), après la forte dégradation du trimestre précédent (-1,4%, soit -733 postes).

Selon l'Insee, les effectifs salariés dans les services concernent 51 452 emplois en Vendée à fin septembre 2013 et s'établissent en très légère hausse de 0,2% sur un an (+110 emplois).

Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



L'intérim en Vendée : en hausse sur un an

Selon Pôle emploi, le nombre d'intérimaires recule sur octobre 2013 de -1,6% comparé à septembre, après 3 mois de hausse continue. Cette dernière perte n'efface toutefois pas la hausse de l'emploi intérimaire qui est observée sur un an (+6,3% comparé à octobre 2012, soit +431 postes).

A fin octobre 2013, la Vendée compte 7 310 intérimaires (données CVS).

9 - VENDÉE : Chômage

Sources : Insee - Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Le nombre de demandeurs d'emploi (DE) repart à la hausse en novembre

Au mois de novembre 2013, la Vendée enregistre une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de +1,4% (soit 378 DE en plus) comparé au mois précédent.

Rappelons toutefois que sur les 5 derniers mois considérés, 3 ont profité d'une baisse du nombre de DE, ce qui semble souligner un début d'amélioration du marché du travail sur le 2^{ème} semestre ... même si la situation demeure fragile.

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 27 588 demandeurs d'emploi de catégorie A à la fin du mois de novembre 2013 (données CVS). Sur un an, ces derniers s'inscrivent en hausse de +10,9%, soit 2 705 DE supplémentaires.

La Région et la France connaissent également une hausse marquée du nombre de DE sur un an à fin novembre 2013 de respectivement +7,7% et +5,6%.

Évolution sur un an à fin novembre par catégorie de demandeurs d'emploi

Toutes les catégories de DE sont impactées par cette forte hausse dans notre département :

- **Femmes** : +10,4% (+1 319 DE)
- **Hommes** : +11,4% (+1 386)
- **Moins de 25 ans** : +8,4% (+392)
- **Plus de 50 ans** : +12,6% (+763).

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi

La progression du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) est globalement soutenue dans l'ensemble des zones d'emploi vendéennes **sur un an à fin novembre 2013** :

- ⇒ +6,1% pour **Fontenay-le-Comte**
- ⇒ +8,1% pour **les Herbiers**
- ⇒ +9,3% pour **Challans**
- ⇒ +11,8% pour **la Roche-sur-Yon**
- ⇒ +13,3% pour **les Sables d'Olonne** (soit la hausse la plus forte des zones d'emploi ligériennes).

Taux de chômage en Vendée : en recul de 0,1 point au 3^{ème} trimestre 2013

En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2013, le taux de chômage en Vendée s'établit à 9,0% de la population active contre 9,1% sur le trimestre précédent.

Sur un an, ce taux a cependant progressé de 0,8 point et se situe désormais à près de 4 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,2%).

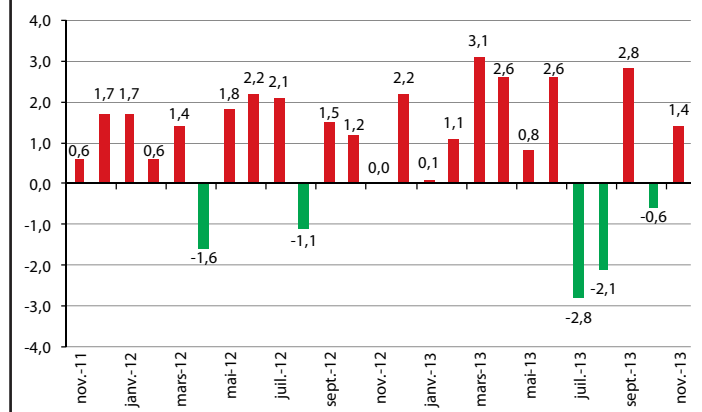
Le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (10,5%) mais il est désormais quasi identique à celui observé en Région (9,1%).

Par zone d'emploi (3^{ème} trimestre 2013)

La zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui dispose du taux de chômage le plus bas de la Région à **5,9%** de sa population active.

Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux plus élevés : 8,9% pour **La Roche-sur-Yon**, 10,5% pour **Fontenay-le-Comte**, 10,9% pour **Challans** et 12,5% pour **Les Sables d'Olonne** (soit, pour cette dernière, le taux le plus élevé parmi les zones d'emploi de la Région).

Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)

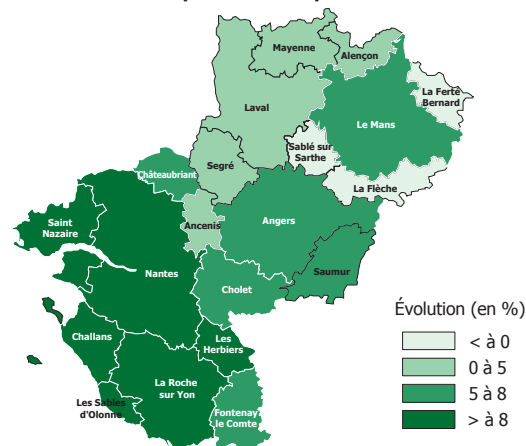


Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

	Nov. 2013	Évol. VA nov. 2012 / nov. 2013	Taux T3 2012	Taux T3 2013
Vendée	27 588	+2 705 (+10,9%)	8,2%	9,0%
Région	161 217	+11 519 (+7,7%)	8,5%	9,1%
France	3 293 000	+175 600 (+5,6%)	9,9%	10,5%

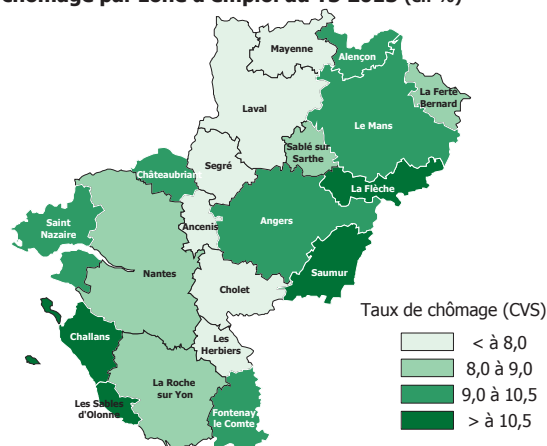
* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à nov. 2013 (en %)



Sources : DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T3 2013 (en %)



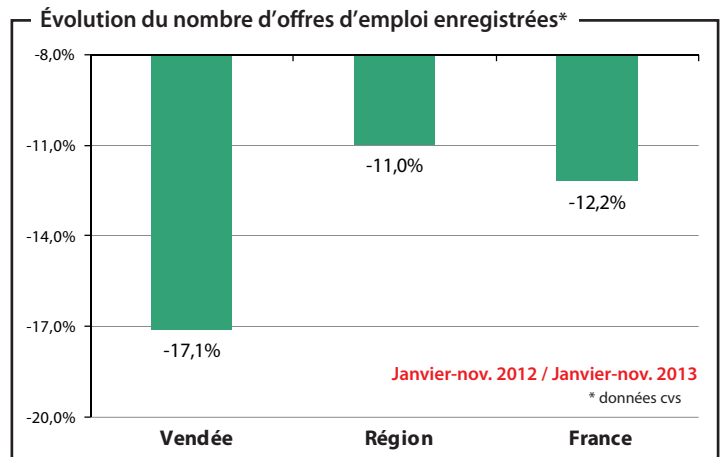
Sources : Insee - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Malgré une meilleure orientation sur la période octobre/novembre, les offres d'emplois se replient nettement sur les 11 premiers mois de 2013

En Vendée, Pôle emploi a enregistré 21 382 offres d'emploi sur les 11 premiers mois de 2013 contre 25 782 sur la même période de 2012, soit une baisse de -17,1% ; notons toutefois une amélioration sur les mois d'octobre et de novembre (respectivement +6,7% et +8,2% comparé aux mêmes périodes de 2012).

À l'image de ce qui est observé dans notre département, les offres d'emploi enregistrées en Région et en France se sont également fortement repliées sur les 11 premiers mois de 2013 : respectivement de -11,0% et de -12,2%.

Notons enfin que 62% des offres d'emploi concernent des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée contre 57% en Région et 53% en France.



10 - VENDÉE : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Effondrement des permis de construire à partir du 2^{ème} trimestre 2013

↳ Avec 4 200 logements autorisés en Vendée sur les 11 premiers mois de 2013, les permis de construire délivrés s'inscrivent en très net recul de -23% comparé à la même période de 2012 (5 483 autorisations).

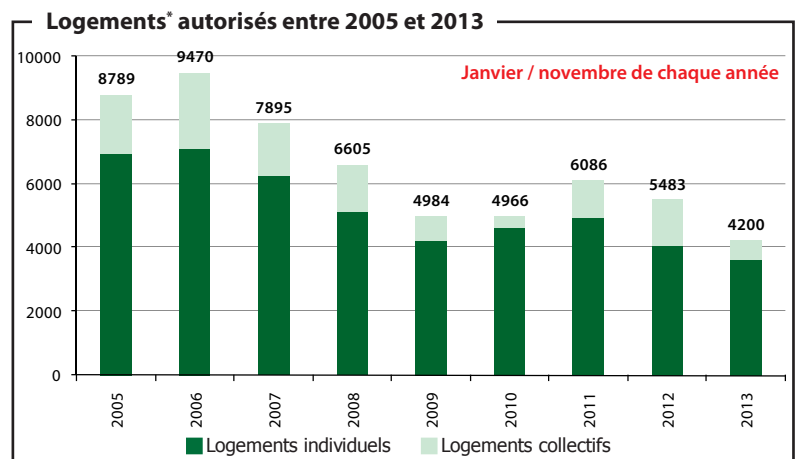
	Vendée		Région		France	
	Janv.-nov. 2013	Évol. 2012/2013	Janv.-nov. 2013	Évol. 2012/2013	Janv.-nov. 2013	Évol. 2012/2013
Logements autorisés*	4 200	-23,4%	20 320	-25,9%	374 860	-12,3%
Logements mis en chantier*	4 235	-7,9%	18 709	-6,6%	285 255	-2,7%

* logements ordinaires (= hors logements en résidence)

Le logement individuel (86% de l'ensemble des permis délivrés sur les 11 premiers mois de 2013) recule sur la période considérée de -11% : 3 625 autorisations contre 4 074 sur la même période de l'année précédente. Plus précisément, les permis se replient dans l'individuel pur (3 026 contre 3 453, soit -12%) et dans l'individuel groupé (599 contre 621, soit -4%).

Il conviendra toutefois de souligner la très forte dégradation des permis dans l'individuel à partir du printemps. Après avoir augmenté de +43% sur le 1^{er} trimestre 2013 (comparé au 1^{er} trimestre 2012), les permis se sont en effet repliés sur le reste de l'année : -38% sur le 2^{ème} trimestre, -29% sur le 3^{ème} et -32% sur la période octobre/novembre.

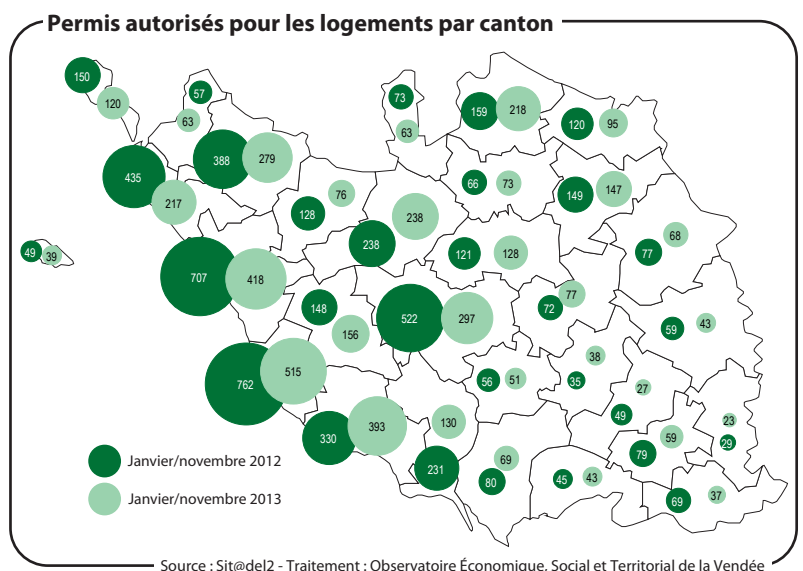
Dans le collectif, les autorisations s'effondrent de -59% sur les 11 premiers mois de 2013 ; soit 575 permis contre 1 409 un auparavant.



↳ Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles ont également reculé sur les 11 premiers mois de 2013 de -8%. Elles ont stagné dans l'individuel (-0,1% ; 3 578 contre 3 580 sur la même période de 2012) et fortement reculé dans le collectif (-35% ; 657 contre 1 016 en 2012).

↳ En Région, les permis de construire délivrés sur les 11 premiers mois de 2013 s'établissent aussi en net recul (-26% : -14% dans l'individuel et -41% dans le collectif) tout comme les mises en chantier (-7% : -9% dans l'individuel et -2% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, la tendance est la même : sur la période observée les autorisations sont en baisse de -12% (-10% dans l'individuel et -14% dans le collectif) tout comme les mises en chantier (-3% : -7% dans l'individuel mais +2% dans le collectif).



11 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - CCFA
Traitement : OESTV

Chute des immatriculations sur le 1^{er} semestre 2013 ... rebond sur le 2^{ème} semestre

Sur 2013, les immatriculations de voitures de tourisme neuves atteignent quasiment le niveau de 2012 en Vendée (-0,7%) en s'établissant à 14 219 unités.

Ce résultat traduit cependant 2 périodes aux dynamiques opposées : un 1^{er} semestre où les immatriculations ont réculé de 10,0% (-16,0% sur le 1^{er} trimestre et -3,4% sur le 2^{ème}) suivi d'un rebond à partir de juillet (+10,2% sur le 2^{ème} semestre : +10,0% sur le 3^{ème} trimestre et +10,4% sur le 4^{ème}).

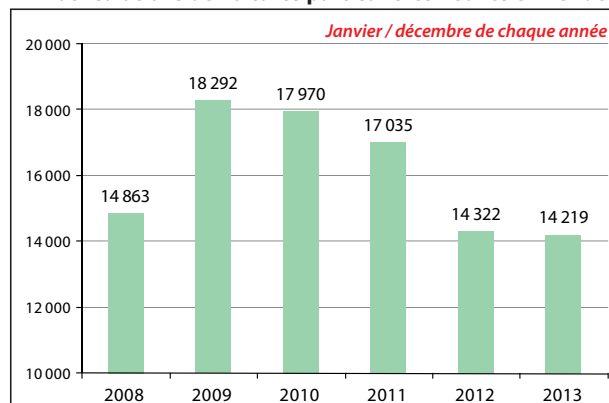
Rappelons néanmoins que, comparé à 2011, les achats de voitures neuves en Vendée restent en net recul de -16,5%.

En France, le nombre d'immatriculations de voitures neuves baisse (-5,4%) sur l'année 2013 avec toutefois une légère éclaircie au 4^{ème} trimestre (+2,9% comparé au 4^{ème} trimestre 2012).

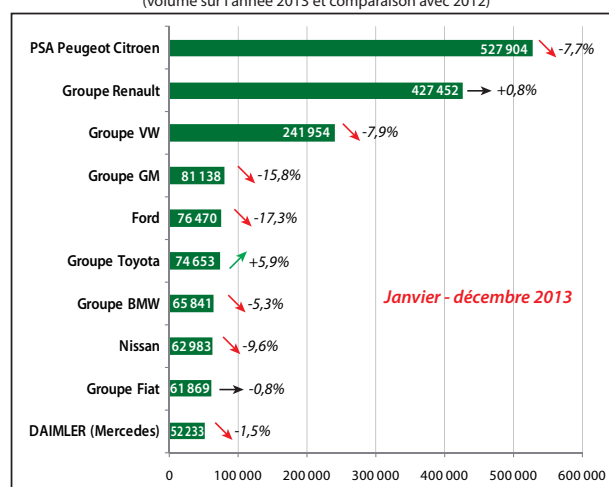
Immatriculations par constructeur en France

Selon le CCFA (Comité des Constructeurs Français d'Automobiles), les immatriculations de marques françaises (53,4% des immatriculations réalisées sur 2013) ont réculé de -4,1% l'année passée comparé à 2012 (-10,6% pour Citroën, -5,2% pour Peugeot et +0,8% pour le Groupe Renault).

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



Immatriculations de voitures particulières neuves en France (volume sur l'année 2013 et comparaison avec 2012)



12 - VENDÉE : Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles
Traitement : OESTV

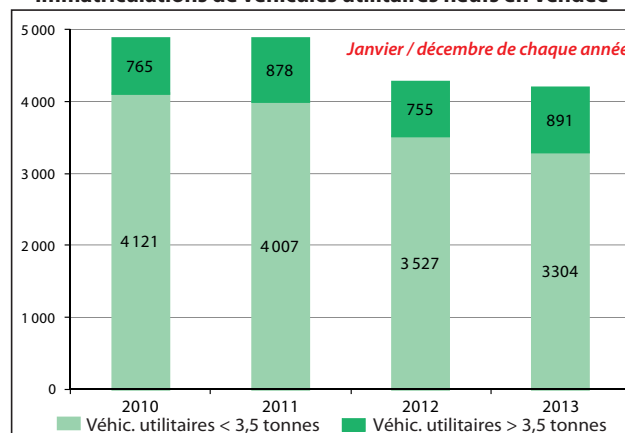
Immatriculations des véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) en repli sur 2013 ... hausse soutenue concernant les poids lourds (> 3,5 tonnes)

Sur 2013, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont réculé de -2,0% comparé à 2012 (4 195 unités contre 4 282 un an auparavant).

Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont repliées sur 2013 de -6,3% (3 304 unités contre 3 527) tandis que celles des poids lourds (> 3,5 tonnes) ont, inversement, progressé de +18,0% (891 unités contre 755).

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs reculent de -3,8% sur la période observée. Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers se contractent de -4,1% à 364 664 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes se replient de -1,3% à 45 041 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée

- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération

- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer

- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Conseil Général de la Vendée

- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- Eccelia
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SODEBO
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée
www.oestv.fr

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr